

Agili(3f)

Forvis Mazars

SAMSE

S.A. au capital de 3 458 084,00 €
2, rue Raymond Pitet
38100 GRENOBLE
056 502 248 RCS GRENOBLE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Agili(3f)

Commissaire aux comptes

69 boulevard des Canuts
69004 LYON
S.A.S. au capital de 342 300 €
SIREN 840 062 442 RCS LYON

Forvis Mazars

Commissaire aux comptes

109 Rue Tête d'Or
CS 10363 – 69451 Lyon
S.A.S. au capital de 5 986 008 €
SIREN 351 497 649 RCS LYON

SAMSE

S.A. au capital de 3 458 084,00 €
2, rue Raymond Pitet
38100 GRENOBLE
056 502 248 RCS GRENOBLE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée générale de la société SAMSE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAMSE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes, relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

SOCIÉTÉ SAMSE

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **Evaluation et dépréciation des créances clients**

Risque identifié	Notre réponse au risque
<p>Au 31 décembre 2024, les créances clients s'élèvent à M€ 90,5 et représentent 10,3 % du bilan de votre société. La direction a évalué les créances clients selon les modalités exposées dans la note 5 de l'annexe aux comptes sociaux et a réalisé une analyse.</p> <p>Pour prévenir le risque client, votre groupe a recours à l'assurance-crédit et à d'autres formes de garantie. La dépréciation des créances clients fait l'objet, pour chaque société de votre groupe, d'une analyse statistique basée sur l'antériorité des créances échues et sur le taux moyen historique de défauts de paiement, ainsi qu'une appréciation au cas par cas des risques encourus pour les créances douteuses. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.</p> <p>Compte-tenu du contexte économique incertain, le risque client a tout particulièrement été analysé et suivi. Une vigilance accrue a été portée aux éventuelles défaillances des clients dont l'insolvabilité est perceptible et les retards de paiement ont fait l'objet d'une surveillance continue. Les dépréciations nécessaires ont été comptabilisées dans les comptes annuels au 31 décembre 2024 en fonction des risques encourus estimés.</p> <p>Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu du risque évoqué ci-dessus et des éventuelles dépréciations comptabilisées, qui sont par nature dépendantes.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons examiné les principes d'identification des créances douteuses et les méthodes de dépréciation des créances clients, en procédant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'analyse des hypothèses retenues pour calculer les provisions pour dépréciation des créances clients, notamment à travers l'examen de la balance âgée, de l'analyse des retards de paiement et de la situation économique des clients présentant des retards de paiement significatifs ; - l'analyse des paiements reçus après la date de clôture pour les créances clients échues à forte antériorité les plus significatives

SOCIÉTÉ SAMSE

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

- **Evaluation des avoirs à recevoir relatifs aux CPV (conditions particulières de ventes) et des factures à établir au titre des COOP (coopérations commerciales)**

Risque identifié	Notre réponse au risque
<p>Les CPV correspondent aux remises accordées pour l'exercice par les fournisseurs sur la base de dispositions contractuelles et de volumes d'achats réalisés. Les COOP donnent lieu à des facturations émises sur la base de contrats de prestations de services dont le contenu et la rémunération sont définis entre les fournisseurs et votre société.</p> <p>À la clôture de l'exercice, la direction évalue les avoirs à recevoir relatifs aux CPV sur la base des dispositions contractuelles définies avec chaque fournisseur et des statistiques d'achats issues du système de gestion de votre société. La provision pour avoirs à recevoir est diminuée des avoirs versés par ces fournisseurs et comptabilisés au cours de l'exercice relatif à ces contrats.</p> <p>Les factures à établir relatives aux COOP sont estimées sur la base des contrats conclus pour l'exercice et pour lesquels les prestations ont été effectuées mais non encore facturées.</p> <p>Votre société comptabilise des factures à établir relatives aux COOP et des avoirs à recevoir relatifs aux CPV, tel que cela est présenté dans la note 5 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>En raison de la complexité des contrats et des estimations de la direction, il existe un risque que les montants des avoirs à recevoir et des factures à établir relatifs aux CPV et aux COOP comptabilisés soient différents du montant réellement exigible. Nous avons donc considéré l'évaluation de ces montants comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons pris connaissance des principes de détermination du montant des avoirs à recevoir et des factures à établir.</p> <p>Nous avons analysé les hypothèses d'extrapolation des bases d'achats retenues pour l'estimation des montants dus au titre des CPV et des COOP.</p> <p>Pour une sélection de contrats, nous avons aussi étudié la correcte application des dispositions contractuelles aux flux d'achats issus des données de gestion et, le cas échéant, rapproché les montants d'achats confirmés par le fournisseur.</p> <p>Nous avons également recalculé l'estimation des sommes restant à recevoir et à facturer en fin d'exercice sur la base de la différence entre les sommes exigibles au titre de l'exercice comptable et les sommes déjà obtenues pour cette même période.</p> <p>Enfin, nous avons examiné le déboucement sur l'exercice clos le 31 décembre 2024 des montants à facturer et des avoirs à recevoir relatifs aux COOP et CPV de l'exercice précédent.</p>

SOCIÉTÉ SAMSE

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

• **Evaluation et dépréciation des stocks de marchandises**

Risque identifié	Notre réponse au risque
<p>Les stocks de marchandises figurent au bilan du 31 décembre 2024 pour un montant net de M€ 92,9 et représentent 12,4 % de son total.</p> <p>Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des coûts de transport et d'un coefficient d'approche et sont minorés de l'impact des rabais, remises, ristournes et des escomptes obtenus sur les achats.</p> <p>Le montant des provisions pour dépréciation des stocks est calculé, article par article, en tenant compte du taux de rotation depuis le début de l'exercice et éventuellement de l'obsolescence des techniques utilisées, comme cela est précisé dans la note 4 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de l'importance des stocks dans le bilan, du risque évoqué ci-dessus et des éventuelles provisions qui en découlent, qui sont par nature dépendantes d'hypothèses et d'estimations de la direction.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons analysé les principes et les méthodes de détermination de la dépréciation de la valeur brute et nette de stocks et échangé avec la direction sur les résultats de leurs analyses concernant les ajustements de valeur nécessaires.</p> <p>Des participations sélectives aux prises d'inventaire ont été effectuées afin de rapprocher les quantités présentes en stocks et les quantités valorisées en comptabilité.</p> <p>Nous avons identifié et testé les contrôles permettant de confirmer le comptage de l'exhaustivité des références en stock en fin d'année.</p> <p>Nous avons identifié et testé les contrôles jugés importants mis en place pour le calcul du coût moyen pondéré, y compris les contrôles automatisés.</p> <p>S'agissant des dépréciations, les processus d'identification des articles endommagés ou à rotation lente ont été analysés et l'efficacité des contrôles clés relatifs à ceux-ci a été testée. Nous avons étudié les hypothèses retenues par la direction pour la comptabilisation des provisions spécifiques.</p>

• **Evaluation des titres de participation et des créances rattachées à des participations**

Risque identifié	Notre réponse au risque
<p>Au 31 décembre 2024, les titres de participation et créances rattachées s'élèvent à M€ 335,7 et représentent 38,3 % du bilan de votre société.</p> <p>En fin d'exercice, un test de dépréciation est effectué sur ces titres. Dans ce cadre, les titres de participation font l'objet d'une comparaison entre leur coût d'entrée et la quote-part d'actif net des filiales en tenant compte des éventuelles plus-values latentes et des perspectives d'avenir des sociétés concernées. Les titres de participation qui recèleraient des moins-values latentes sont dépréciés.</p> <p>Compte tenu de l'importance des titres de participation et des créances rattachées dans le bilan, et de la sensibilité des estimations aux hypothèses, notamment dans le contexte actuel, nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons pris connaissance des principes de détermination de la valeur attribuable aux titres de participation, définis par la direction financière et nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - analyser, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, la justification par la direction de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés pour l'estimation de ces valeurs ; - comparer les données utilisées dans la réalisation des tests de dépréciation avec les données source par filiale en prenant notamment en compte les résultats des travaux d'audit sur ces filiales ; - analyser la cohérence des hypothèses retenues par la direction pour déterminer le caractère recouvrable des créances rattachées à ces participations avec le niveau de dépréciation comptabilisé en fonction des risques encourus ; - rapprocher les données de la comptabilité et vérifier l'exactitude arithmétique des calculs.

SOCIÉTÉ SAMSE

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4, L. 22-10-10 et L. 22-10-9 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-11 du Code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

SOCIÉTÉ SAMSE

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n°2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société SAMSE par votre Assemblée Générale du 11 mai 2022 pour le cabinet Agili(3f) et pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Agili(3f) était dans la troisième année de sa mission et le cabinet Forvis Mazars dans la troisième année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

SOCIÉTÉ SAMSE

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Responsabilités des commissaires aux comptes, relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

SOCIÉTÉ SAMSE

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'audit

Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Lyon, le 15 avril 2025

Les Commissaires aux comptes

DocuSigned by:

004ECA0B346F40B...

Forvis Mazars, représenté par
Paul-Armel JUNNE

DocuSigned by:

831403DF4B854F1...

Agili(3f), représenté par
Sylvain BOCCON-GIBOD

Eléments financiers

Bilan de la société mère

(en euros)

				Au 31 Décembre	
ACTIF	Notes	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	2024	2023
				NET	NET
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles	Note 1				
Concessions, brevets et droits similaires		21 251 620	19 385 572	1 866 048	1 483 102
Fonds commerciaux		13 217 888	6 020 550	7 197 338	6 753 456
Immobilisations incorporelles en cours		2 419 540		2 419 540	3 075 499
Immobilisations corporelles	Note 2				
Terrains et aménagements		66 303 127	29 647 611	36 655 516	36 506 800
Constructions		96 918 983	66 240 766	30 678 217	27 764 013
Installations techniques, matériels et outillages industriels		35 523 664	18 693 912	16 829 752	13 099 262
Autres immobilisations corporelles		94 989 375	64 839 023	30 150 352	21 797 785
Immobilisations en cours, avances et acomptes		9 467 459		9 467 459	14 535 353
Immobilisations financières	Note 3				
Participations		285 040 371		285 040 371	205 551 588
Créances rattachées à des participations		50 618 301		50 618 301	33 050 801
Autres immobilisations financières		12 096 376		12 096 376	12 061 088
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		687 846 704	204 827 434	483 019 270	375 678 747
ACTIF CIRCULANT					
Stocks de marchandises	Note 4				
Matières premières, approvisionnements		3 258 968		3 258 968	3 614 207
Marchandises		94 090 702	4 488 367	89 602 335	96 403 653
Avances, Acomptes versés sur commandes		4 505 919		4 505 919	3 465 446
Créances	Note 5				
Clients et comptes rattachés		101 855 653	11 355 442	90 500 211	97 454 768
Autres créances		152 250 656	748 471	151 502 185	121 781 073
Valeurs mobilières de placement		24 335 074	703 508	23 631 566	30 885 930
Disponibilités		28 107 727		28 107 727	70 483 520
Charges constatées d'avance	Note 6	2 957 446		2 957 446	4 501 219
TOTAL ACTIF CIRCULANT		411 362 145	17 295 788	394 066 357	428 589 816
TOTAL GENERAL		1 099 208 849	222 123 222	877 085 628	804 268 564

Eléments financiers

(en euros)

		Au 31 Décembre	
PASSIF	Notes	2024	2023
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	Note 7	3 458 084	3 458 084
Prime d'émission, de fusion, d'apport		42 890 676	42 563 148
Ecart de réévaluation		241 069	241 069
Réserve légale		345 808	345 808
Réserves facultatives		190 745 454	177 315 139
Réserves réglementées		26 420	26 420
Autres réserves		7 691 189	7 691 189
Report à nouveau		1 168 787	865 247
RESULTAT DE L'EXERCICE		29 371 109	48 011 155
Subventions d'Investissement		56 319	59 986
Provisions réglementées		29 690 230	28 721 016
TOTAL CAPITAUX PROPRES		305 685 145	309 298 262
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques	Note 8	3 124 266	7 307 024
Provisions pour charges		6 168 359	5 237 517
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		9 292 625	12 544 541
DETTES			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	Note 9	162 463 984	127 975 798
Emprunts et dettes financières divers		130 203 055	91 605 702
Avances et acomptes reçus		829 349	1 209 311
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		90 102 597	98 825 808
Dettes fiscales et sociales		38 193 591	42 531 589
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 012 692	2 835 175
Autres dettes		139 302 588	117 442 377
Produits constatés d'avance	Note 10	0	0
TOTAL DETTES		562 107 856	482 425 760
TOTAL GENERAL		877 085 626	804 268 562

Eléments financiers

Compte de résultat

(en euros)

	Notes	Exercices		% de variation
		2024	2023	
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises		599 839 380	686 285 827	-12,60
Production vendue : services		45 919 257	39 403 995	16,53
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	Note 12	645 758 637	725 689 822	-11,01
Production stockée				
Production immobilisée		0	0	—
Subventions d'exploitation		8 400	0	#DIV/0!
Reprises sur dépréciations, provisions, transfert de charges		11 939 353	13 149 846	-9,21
Autres produits		3 559 084	4 948 234	-28,07
Total des Produits d'exploitation		661 265 474	743 787 902	-11,09
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		447 019 876	498 064 188	-10,25
Variation de stock (marchandises)		7 782 393	19 409 123	-59,90
Achats de matières premières et approvisionnements		-186 832	-224 516	-16,78
Autres achats et achats externes		75 613 419	76 630 652	-1,33
Impôts, taxes et versements assimilés		7 545 931	7 538 968	0,09
Salaires et traitements		59 816 432	62 275 199	-3,95
Charges sociales		22 884 974	25 672 933	-10,86
Sur immobilisations :		15 790 382	13 179 632	19,81
dotations aux amortissements				
dotations aux dépréciations		0	0	—
Sur actif circulant :		4 488 367	5 161 407	-13,04
dotations aux dépréciations de stocks				
dotations aux dépréciations de créances		3 538 528	3 710 503	-4,63
Pour risques et charges :		2 451 720	1 230 166	99,30
dotations aux provisions				
Autres charges		3 972 591	4 177 335	-4,90
Total des Charges d'exploitation		650 717 779	716 825 592	-9,22
RESULTAT D'EXPLOITATION		10 547 695	26 962 310	-60,88
Produits financiers	Note 13			
Produits financiers de participation		28 823 770	31 737 511	-9,18
Autres intérêts et produits assimilés		1 914 413	1 189 652	60,92
Reprises financières aux amortissements et provisions		0	0	#DIV/0!
Différences positives de change		10 199	23 157	-55,96
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0	
Total des Produits financiers		30 748 382	32 950 319	-6,68
Charges financières	Note 13			
Dotations financières aux amortissements et provisions		702 731	0	0,00
Intérêts et charges assimilés		7 890 369	3 154 786	150,11
Différences négatives de change		8 859	179 100	-95,05
Total des Charges financières		8 601 960	3 333 886	158,02
RESULTAT FINANCIER		22 146 423	29 616 434	-25,22
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		32 694 118	56 578 743	-42,21
Produits exceptionnels	Note 14			
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 103 452	718 965	53,48
Produits exceptionnels sur opérations en capital		1 957 788	1 668 307	17,35
Reprises sur dépréciations et provisions, transfert de charges		9 046 970	4 618 533	95,88
Total des Produits exceptionnels		12 108 211	7 005 804	72,83
Charges exceptionnelles	Note 14			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		5 690 374	498 669	1 041,11
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		1 875 795	1 592 500	17,79
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		6 697 270	5 732 943	16,82
Total des Charges exceptionnelles		14 263 438	7 824 111	82,30
RESULTAT EXCEPTIONNEL		-2 155 227	-818 307	163,38
Participation des salariés aux fruits de l'expansion		743 411	2 321 519	(67,98)
Impôts sur les bénéfices	Note 15	424 370	5 427 763	-92,18
Total des produits		704 122 067	783 744 025	-10,16
Total des charges		674 750 958	735 732 871	-8,29
BENEFICE NET DE L'EXERCICE		29 371 109	48 011 154	-38,82

Eléments financiers

Soldes intermédiaires de gestion

(en euros)

	Exercices		% de variation
	2024	2023	
Ventes de marchandises	599 839 380	686 285 827	-12,60
- Coût d'achat des marchandises	454 802 268	517 473 311	-12,11
MARGE COMMERCIALE	145 037 112	168 812 517	-14,08
Production vendue	45 919 257	39 403 995	16,53
Production stockée	0	0	0,00
Production immobilisée	0	0	0,00
Production de l'exercice	45 919 257	39 403 995	16,53
Production + Ventes	645 758 637	725 689 822	-11,01
- Coût d'achat des marchandises	454 802 268	517 473 311	-12,11
- Consommation en provenance de tiers	75 426 587	76 406 137	-1,28
VALEUR AJOUTEE	115 529 782	131 810 375	-12,35
+ Subventions d'exploitation	8 400	0	100,00
- Impôts et taxes	7 545 931	7 538 968	0,09
- Charges de personnel	82 701 406	87 948 133	-5,97
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	25 290 845	36 323 274	-30,37
+ Reprises de dépréciations, provisions, transfert de charges	11 939 353	13 149 846	-9,21
+ Autres produits	3 559 084	4 948 234	-28,07
- Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	26 268 997	23 281 708	12,83
- Autres charges	3 972 591	4 177 335	-4,90
RESULTAT D'EXPLOITATION	10 547 695	26 962 310	-60,88
+ Produits financiers	30 748 382	32 950 319	-6,68
- Charges financières	8 601 960	3 333 886	158,02
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	32 694 118	56 578 744	-42,21
	% sur ventes	5,45	8,24
+ Produits exceptionnels	12 108 211	7 005 804	72,83
- Charges exceptionnelles	14 263 438	7 824 111	82,30
Résultat exceptionnel	-2 155 227	-818 307	163,38
- Participation des salariés	743 411	2 321 519	-67,98
- Impôt sur les bénéfices	424 370	5 427 763	-92,18
RESULTAT DE L'EXERCICE	29 371 109	48 011 155	-38,82
Produits de cessions d'éléments d'actif	1 914 379	1 474 196	29,86
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	1 493 918	879 375	69,88
Plus ou moins values sur cessions	420 461	594 821	-29,31

Tableau des flux de trésorerie

(en euros)

	Exercices	
	2024	2023
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net	29 371 109	48 011 155
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	24 864 346	20 135 642
Reprises des amortissements, dépréciations et provisions	-10 074 500	-5 353 836
Plus et moins values de cession	-420 461	-600 137
Boni provenant rachat des titres	0	0
Subventions virées au résultat	-3 667	-3 667
Capacité d'autofinancement	43 736 827	62 189 157
Variation des frais financiers	371 353	48 619
Variation des stocks	7 156 558	18 333 487
Variation des créances clients et autres créances	-19 871 115	7 211 268
Variation des dettes fournisseurs et autres dettes	4 249 908	-17 793 204
Variation du besoin en fonds de roulement	-8 093 296	7 800 170
FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE	35 643 531	69 989 327
OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS		
Incorporels et corporels		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-28 288 440	-30 384 086
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 028 510	1 474 196
Financiers		
Acquisitions d'immobilisations financières (titres de participation et autres immo financières)	-111 125 104	-11 126 788
Cessions d'immobilisations financières (titres de participation et autres immo financières)	13 917 417	9 737 799
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	-124 467 617	-30 298 879
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital		
Dividendes versés	-34 580 840	-55 329 344
Dividendes sur actions auto détenues	303 540	465 792
Souscription d'emprunts	113 586 000	64 883 999
Remboursement des emprunts	-36 936 251	-31 690 904
Mouvements des autres dettes et créances		
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	42 372 449	-21 670 457
AUGMENTATION OU DIMINUTION DE LA TRESORERIE	-46 451 637	18 019 991
Trésorerie nette à l'ouverture	97 278 146	79 204 052
Trésorerie sur mouvements de périmètre à l'ouverture	757 037	54 103
Trésorerie nette à la clôture	51 583 546	97 278 146

La trésorerie nette prend en compte les concours bancaires courants (découverts et spots).

Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)

	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission, fusion et apport	Réserves et report à nouveau	Résultat de l'exercice	Provisions réglementées	Capitaux propres avant répartition
31 décembre 2022	3 458 084	3 458	42 563	187 386	53 962	29 051	316 420
Affectation du résultat 2022				53 962	-53 962		0
Résultat de l'exercice 2023					48 011		48 011
Dividendes versés				-55 330			-55 330
Dividendes sur actions propres				466			466
Augmentation de capital							0
Variations des subventions d'investissement						-4	-4
Variations liées aux changements de méthode							0
Variations des provisions réglementées						-266	-266
31 décembre 2023	3 458 084	3 458	42 563	186 484	48 011	28 781	309 297
Affectation du résultat 2023				48 011	-48 011		0
Résultat de l'exercice 2024					29 371		29 371
Dividendes versés				-34 581			-34 581
Dividendes sur actions propres				304			304
Augmentation de capital			328				328
Variations des subventions d'investissement						-3	-3
Variations liées aux changements de méthode							0
Variations des provisions réglementées						969	969
31 décembre 2024	3 458 084	3 458	42 891	200 218	29 371	29 747	305 685

(*) Le solde au 31/12/2024 des Primes d'émission, fusion et apport prend en compte 328K€ provenant de la TUP Mat Appro du 02/07/2024.

Annexe aux comptes sociaux

Toutes les informations fournies sont en milliers d'euros (K€), sauf précisions contraires.

Faits marquants de l'exercice

- Acquisition le 30 avril 2024 de la branche Négoce du Groupe HERIGE, qui comprend VM Matériaux, LNTP et COMINEX. La branche Négoce du Groupe HERIGE réalise, au 31 Décembre 2023, un chiffre d'affaires de 397 millions d'euros dans 79 points de ventes et emploie 1 155 personnes. Les titres COMINEX ont été revendu à CHRISTAUD le 17 décembre 2024 afin d'assurer la cohérence des activités.
- Transmission universelle de patrimoine de la société MAT APPRO en date du 2 juillet 2024. Cette transmission universelle de patrimoine a donné lieu à la constatation d'un boni comptabilisé en produits financiers pour 541 K€.

Comptes sociaux

Les comptes annuels sont établis selon les règles énoncées par le plan comptable général suivant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 mis à jour par le règlement ANC 2024-02 du 5 juillet 2024 de l'Autorité des Normes Comptables, et les principes généralement admis dans la profession.

Eléments financiers

Principes généraux

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Options retenues

- Frais d'acquisition des immobilisations incorporelles et corporelles : comptabilisation en charges
- Frais d'acquisition d'immobilisations financières : inclus dans le coût d'acquisition
- Coûts d'emprunts : comptabilisation en charges

Dérogations aux principes généraux

Changement de méthode d'évaluation :

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changements de méthode de présentation :

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Eléments financiers

Note 1 - Immobilisations incorporelles

en K€	Droit au bail	Fonds commerciaux Réévalués	Acquis	Marques	Logiciels	En cours	Total
VALEUR BRUTE							
à l'ouverture de l'exercice	0	1 122	11 651	19	19 672	3 075	35 539
Incidence TUP					8		8
Augmentations/Acquisitions	38		406		362	537	1 343
Diminutions/Sorties					(2)		(2)
Diminutions - En cours affectés					1 192	(1 192)	0
Diminutions - En cours annulés							0
à la clôture de l'exercice	38	1 122	12 057	19	21 232	2 420	36 888
AMORTISSEMENTS / DEPRECIATIONS							
à l'ouverture de l'exercice	0	285	5 735	0	18 208	0	24 228
Incidence TUP					7		7
Dotations	5				1 167		1 172
Sorties					(2)		(2)
à la clôture de l'exercice	5	285	5 735	0	19 380	0	25 405
VALEUR NETTE							
à l'ouverture de l'exercice	0	837	5 916	19	1 464	3 075	11 311
à la clôture de l'exercice	33	837	6 322	19	1 852	2 420	11 483

Les immobilisations incorporelles distinguent :

- Les éléments liés à la clientèle : droit au bail et fonds commerciaux.
- Les éléments résultant d'un droit de propriété industrielle : logiciels.

Les marques acquises (sans durée de vie limitée) ne sont pas amorties et les frais de renouvellement des marques constituent des charges.

Les logiciels figurant à l'actif distinguent :

- Les logiciels acquis, indissociables du matériel et comptabilisés en immobilisations corporelles.
- Les logiciels utilisés de manière autonome.
- Les logiciels faisant partie d'un projet de développement.

Les deux derniers sont traités en immobilisations incorporelles.

La date de début d'amortissement des logiciels est celle de la mise en service, date à laquelle l'immobilisation est en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Le mode d'amortissement est linéaire, et l'amortissement dérogatoire est pratiqué pour les logiciels acquis avant le 1^{er} janvier 2017 ; celui-ci correspondant à la différence entre l'amortissement économique et l'amortissement admis sur le plan fiscal :

- amortissement économique : entre 3 et 4 ans
- amortissement fiscal : 1 an

Eléments financiers

Note 2 - Immobilisations corporelles

en K€	Terrains et aménagements	Constructions	Installations techniques matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	En cours, Avances et acomptes	Total
VALEUR BRUTE						
à l'ouverture de l'exercice	65 787	91 390	31 848	86 294	14 536	289 855
Incidence TUP				19		19
Augmentations/Acquisitions	629	3 620	7 145	6 890	8 661	26 945
Diminutions/Sorties	-775	-1 163	-3 494	-6 678		-12 110
Diminutions - En cours affectés	663	3 072	24	8 465	-13 415	-1 191
Diminutions - En cours annulés						—
à la clôture de l'exercice	66 304	96 919	35 523	94 990	9 782	303 518
AMORTISSEMENTS / DEPRECIATIONS						
à l'ouverture de l'exercice	29 279	63 626	18 749	64 496	—	176 150
Incidence TUP				19		19
Dotations	1 144	3 750	3 117	6 609		14 620
Sorties	-775	-1 135	-3 173	-6 285		-11 368
à la clôture de l'exercice	29 648	66 241	18 693	64 839	—	179 421
VALEUR NETTE						
à l'ouverture de l'exercice	36 507	27 764	13 099	21 798	14 536	113 704
à la clôture de l'exercice	36 655	30 678	16 830	30 151	9 782	124 096

Modes et Méthodes d'évaluation des immobilisations corporelles

Pour répondre au règlement CRC 2002-10, la société a opté pour la méthode du coût historique amorti.

La méthode des composants a été retenue, en particulier pour les constructions.

Les immobilisations ont été amorties sur la base de leur durée d'utilité en mode linéaire. En conséquence, l'amortissement correspond à la consommation des avantages économiques attendus.

La différence d'amortissement constatée entre la nouvelle durée d'utilité (économique) et la durée

d'usage (fiscal) est prise en compte par le biais d'un amortissement dérogatoire.

La base amortissable de certaines immobilisations (matériels de transports et chariots élévateurs) a été réduite de la valeur résiduelle.

Cette valeur résiduelle a été prise en compte chaque fois qu'il a été possible de la mesurer de manière fiable ; cette valeur correspondant au montant, net des coûts de sortie attendus, que l'on obtiendrait de la cession de l'actif sur le marché à la fin de son utilisation.

Les durées d'amortissements sur la base de leur durée d'utilité sont les suivantes :

Biens immobiliers décomposés :

– terrassement plateforme, structure de l'ouvrage	30 ans
– toiture	20 ans
– second œuvre, aménagements intérieurs, installations	10 ans
– enrobés, espaces verts et clôture	8 ans

Eléments financiers

Biens mobiliers non décomposés :

– matériels de transports	8 ans
– chariots élévateurs	entre 5 et 8 ans
– matériels et outillages divers	entre 4 et 8 ans
– matériels de bureau	entre 5 et 6 ans
– matériels informatiques	3 ans
– mobilier divers	10 ans

Les valeurs immobilisées figurent à l'actif, soit pour leur valeur historique, soit pour leur valeur réévaluée (réévaluation légale de 1976).

Note 2 bis - Dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles

En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est mis en œuvre.

D'une manière générale, ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les immobilisations non amortissables, un test de dépréciation est mis en œuvre chaque année.

Cette méthode de dépréciation des actifs ne s'applique pas au cours des 3 premières années d'existence des unités génératrices de trésorerie, dans le cadre d'une création, d'une réfection ou d'une reprise de société.

Note 3 - Immobilisations financières

3.1 - Mouvements des immobilisations financières

en K€	Titres de participation	Créances rattachées à des participations	Autres immobilisations financières	Total		
VALEUR BRUTE						
à l'ouverture de l'exercice	205 551	33 051	12 062	250 664		
Incidence TUP	-98			-98		
Augmentations/Acquisitions	80 444	31 307	63	111 814		
Diminutions/Cessions	-857	-13 740	-28	-14 625		
à la clôture de l'exercice	285 040	50 618	12 097	347 755		
DEPRECIATIONS						
à l'ouverture de l'exercice	0	0	0	0		
Incidence TUP/FUSION						
Dotations				0		
Reprises				0		
à la clôture de l'exercice	0	0	0	0		
VALEUR NETTE						
à l'ouverture de l'exercice	205 551	33 051	12 062	250 664		
à la clôture de l'exercice	285 040	50 618	12 097	347 755		
Etat des échéances						
	Créances rattachées à des participations	Autres immobilisations financières	Total	-1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Valeur brute	50 618	12 097	62 715	62 028		687

Eléments financiers

Les mouvements de créances rattachées à des participations correspondent aux avances de trésorerie entre SAMSE et ses filiales.

Ces avances ont été rémunérées au taux de 3% pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les autres immobilisations financières correspondent à :

– des dépôts et cautionnements versés à hauteur de 687 K€

– des autres titres pour 77 K€

– les malis techniques affectés aux immobilisations financières pour 11 333 K€.

En 2024, aucun mali technique n'a été affecté aux titres de participation tout comme en 2023.

3.2 - Détail des mouvements de titres de participation

	Variation du nombre de titres	Augmentation de capital ou acquisitions (K€)	Diminution de capital ou cessions ou TUP (K€)
FINANCIERE VM DISTRIBUTION	3 516 162	73 247	
COMINEX		824	824
MATERIAUX SIMC SAS	150	54	
LA BOITE A OUTILS SAS	479	116	
DORAS SA	4	15	
SAS BTP DISTRIBUTION	1 897	6 172	
MC DISTRIBUTION SAS	-1 166	16	33
MAT APPRO SAS	-9 750		98
Total	3 507 776	80 444	955

Les titres de participation sont évalués selon leur coût d'entrée ou leur valeur réévaluée (réévaluation légale de 1976).

Les frais d'acquisition des titres sont inclus dans leur coût.

En fin d'exercice, les titres de participation ont fait l'objet d'une comparaison entre leur coût d'entrée et la quote-part d'actif net des filiales en tenant compte des éventuelles plus-values latentes et des perspectives d'avenir des sociétés concernées.

Les titres de participation qui recèleraient des moins-values latentes sont dépréciés.

Cette année, aucune dotation sur provision pour titres n'a été constatée sur l'exercice.

Note 4 - Stocks de marchandises

4.1 - Variation des stocks de marchandises

Montant en K€	2024			2023			Impact net sur le besoin en fonds de roulement
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	
Marchandises Négoce	97 350	4 488	92 862	105 179	5 161	100 018	-7 156
Total	97 350	4 488	92 862	105 179	5 161	100 018	-7 156

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des coûts de transport et d'un coefficient d'approche.

Ils sont minorés de l'impact des rabais, remises, ristournes et des escomptes obtenus sur les achats.

Eléments financiers

4.2 - Variation de dépréciation des stocks

Montant en K€	Au 01/01/2024	Dotations	TUP	Reprises		Au 31/12/2024
				Utilisées	Non utilisées	
	5 161	4 488	0	-5 161		4 488
Total	5 161	4 488	0	-5 161	0	4 488

Une dépréciation des stocks, effectuée article par article, est calculée en tenant compte du taux de rotation du stock depuis le début de l'exercice et éventuellement de l'obsolescence des marchandises liée à l'évolution des techniques utilisées.

Note 5 - Créances

5.1 - Créances clients et autres créances

Montant en K€	2024			2023			Impact net sur le besoin en fonds de roulement
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	
Créances clients (*)	101 856	11 355	90 501	109 805	12 350	97 455	-6 954
Autres créances (*)	152 251	748	151 503	122 347	566	121 781	29 722
Total	254 107	12 103	242 004	232 152	12 916	219 236	22 768

Toutes les créances constatées sont des créances à court terme sous réserve des créances douteuses pour lesquelles l'échéance ne peut être précisée.

(*) Au sein des créances et des autres créances, deux catégories de primes de fin d'année sont à distinguer : les Conditions Particulières de Vente (CPV) et les COOPérations Commerciales (COOP).

Les CPV correspondent aux remises accordées pour l'exercice par les fournisseurs sur la base de dispositions contractuelles et de volumes d'achats réalisés.

Les COOP donnent lieu à des facturations émises sur la base de contrats de prestations de services dont le contenu et la rémunération sont définis entre les fournisseurs et la société.

A la clôture de l'exercice, la Direction évalue les avoirs à recevoir relatifs aux CPV sur la base des dispositions contractuelles définies avec chaque fournisseur et des statistiques d'achats issues du système de gestion de Groupe. La provision pour avoirs à recevoir est diminuée des avoirs versés par ces fournisseurs et comptabilisés au cours de l'exercice relatifs à ces contrats.

Les factures à établir relatives aux COOP sont estimées sur la base des contrats conclus de l'exercice pour lesquels les prestations ont été effectuées mais non encore facturées.

Eléments financiers

5.2 - Variation des dépréciations des comptes clients

Montant en K€	Au 01/01/24	Dotations	TUP	Reprises		Au 31/12/24
				Utilisées	Non utilisées	
Dépréciations comptes clients	12 350	2 728	—	2 459	1 264	11 355
Total	12 350	2 728	—	2 459	1 264	11 355

Les créances clients résultent des ventes réalisées et réparties sur l'ensemble géographique que constitue SAMSE.

Il n'existe pas de concentration majeure du risque de non recouvrement.

La société applique toutefois une politique de prévention du risque client par recours à l'assurance-crédit et autres formes de garantie.

La dépréciation des comptes clients (créances douteuses) a fait l'objet d'une appréciation cas par cas en fonction des risques encourus.

Les créances clients (hors créances douteuses) ont également fait l'objet d'une dépréciation dont le calcul est basé sur les retards de paiements (règles définies par le groupe Samse).

Par ailleurs, la société a constaté une dépréciation pour les retards au-delà de trois mois d'un montant de 883 K€.

5.3 - Détail des disponibilités et équivalent de trésorerie

Montant en K€	2024	2023	2024	2023
	VALEUR BRUTE		DEPRECIATIONS	
Valeurs mobilières de placement	1	1	1	1
Intérêts courus sur dépôts à terme	427	227		
Comptes à terme	13 250	25 868		
Actions propres	10 657	4 791	703	
Disponibilités	28 108	70 484		
Total	52 443	101 371	704	1

Les actions propres rachetées par la société figurent à l'actif pour une valeur de 10 657 K€ et représentent 71 087 titres.

En fin d'exercice, la valeur moyenne de l'action est comparée à son cours de bourse pour la prise en compte d'une éventuelle provision pour dépréciation financière.

La société a constaté une dépréciation de ses actions pour un montant de 703 K€.

La valeur d'inventaire (cours de l'action au 31 décembre 2024) de ces actions au 31 décembre 2024 représente un montant de 9 954 K€.

5.4 - Trésorerie nette

en K€	2024	2023
Disponibilités et équivalents de trésorerie	51 739	101 369
Concours bancaires courants	-155	-4091
Total	51 584	97 278

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont constitués des soldes débiteurs de banque et des soldes de caisse.

Les concours bancaires courants sont constitués des soldes créditeurs de banque et des crédits spots (court terme).

Au 31 décembre 2024, aucun crédit spot n'a été souscrit.

Pour mémoire, confère le tableau de flux de trésorerie en page 90.

Eléments financiers

Note 6 - Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance représentent 2 957 K€ au 31 décembre 2024 et correspondent à des charges de l'exploitation courante dont l'échéance est à moins d'un an.

Note 7 - Capital social

	Actions émises	Actions propres détenues	Actions en circulation
Nombre d'actions de la société en circulation	3 458 084	71 087	3 386 997

Le capital social entièrement libéré est constitué par 3 458 084 actions de 1 € de valeur nominale chacune.

7.1 - Évolution du capital social au cours des quatre dernières années

	Valeur nominale de l'action en €	Nombre d'actions		En K€	
		Emises	Total	Augmentation de capital	Montant du capital social
Au 31 décembre 2021	1,00		3 458 084		3 458
Au 31 décembre 2022	1,00		3 458 084		3 458
Au 31 décembre 2023	1,00		3 458 084		3 458
Au 31 décembre 2024	1,00		3 458 084		3 458

7.2 - Variation des écarts de réévaluation

(réserve de réévaluation de 1976)

en K€	Montant au début de l'exercice	Variation au cours de l'exercice	Montant en fin d'exercice	Ecart incorporé au capital (1)
Fonds commercial				182
Terrains	241		241	
Participations				157
Total	241	0	241	339

(1) Pour mémoire.

7.3 - Variation des provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées ci-dessous et font partie des capitaux propres au bilan.

Montant en K€	Au 01/01/24	TUP	Dotations	Reprises		Au 31/12/24
				Utilisées	Non utilisées	
Amortissements dérogatoires	28 721		5 893	-4 924		29 690
Provision spéciale de réévaluation	0					
Total	28 721	0	5 893	-4 924	0	29 690

Eléments financiers

Note 8 - Provisions pour risques et charges

Montant en K€	AU 01/01/24	Dotations	TUP	Reprises		AU 31/12/24
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour risques et charges (1)	4 553	1 876	0	-4 208	-17	2 204
Provisions pour pensions et obligations similaires	5 237	1 023	0	-799		5 461
Provision PAGA	1 826	136		-1 418		544
Provision pour médailles du travail	929	289		-135		1 083
Provision pour impôts	0					0
Total	12 545	3 324	0	-6 560	-17	9 292

(1) Les provisions pour risques et charges concernent des litiges et charges identifiés :

Affaires prud'homales	428
Provisions Indemnités transactionnelles ou autres	808
Charges liées à des contrôles et des restructurations	707
Litiges clients	254
Indemnité d'occupation précaire	7
Total	2 204

En accord avec le Règlement CRC N° 2000-06 sur les passifs, toute obligation existant à la clôture de la société à l'égard des tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante et donnant lieu à une sortie probable de ressources sans contrepartie, fait l'objet d'une provision.

8.1 - Provision pour indemnités de fin de carrière

Il n'existe pas, pour la société, de régime de retraite à prestations définies autres que les indemnités de départ à la retraite légales en France. Les régimes à prestations définies sont comptabilisés au bilan sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture.

Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges de l'exercice.

La provision pour indemnités de fin de carrière s'élève à 5 461 K€ au 31 décembre 2024.

La provision a été calculée selon les paramètres suivants :

– Paramètres économiques :

	Cadres	Non cadres
Taux constants		
Augmentation annuelle des salaires :	2 %	2 %
(pourcentages identiques depuis 2008)		

– Paramètres sociaux :

Départ, à l'initiative du salarié, sauf dérogation individuelle entre 65 et 67 ans pour les cadres et non cadres.

Le taux de charges sociales retenu est de 41 % pour l'ensemble des catégories.

Le taux de turnover annuel a été établi par tranche d'âge de la façon suivante :

	Cadres	Non cadres
16 - 20 ans	0,00 %	0,00 %
21 - 25 ans	8,33 %	20,33 %
26 - 30 ans	2,87 %	15,35 %
31 - 35 ans	9,49 %	11,85 %
36 - 40 ans	3,59 %	11,63 %
41 - 45 ans	7,33 %	7,71 %
46 - 50 ans	7,18 %	7,11 %
51 - 55 ans	3,56 %	5,77 %
56 - 67 ans	0,00 %	0,00 %

– Paramètres techniques :

La table de survie retenue est la table réglementaire : INSEE 2024.

La méthode de calcul retenue est la méthode des unités de crédits projetés.

Eléments financiers

Le taux d'actualisation utilisé est le taux IBOXX € Corporate AA 10+ au 30 novembre 2024.

Le taux retenu pour le calcul de la provision au 31 décembre 2024 est de 3,10 % (3,70 % en 2023).

La société n'a pas couvert en 2024 l'engagement de retraite par des versements à un fonds.

La dotation de l'exercice s'élève à 1 023 K€ et la reprise s'élève à 799 K€.

8.2 - Provision pour médailles du travail

Cette provision est constituée par la remise des médailles du travail proprement dites et leurs gratifications correspondantes.

Le calcul de cette provision s'effectue selon les paramètres suivants :

– Durée de travail

Pour l'attribution de la médaille du travail : 20, 30, 35 et 40 ans.

– Paramètres techniques

- Il est déterminé un coefficient de mortalité selon la table réglementaire INSEE 2024.

- Il est déterminé un coefficient de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise par tranche d'âge en fonction du taux de turnover annuel suivant :

	Cadres	Non cadres
16 - 20 ans	0,00 %	0,00 %
21 - 25 ans	8,33 %	20,33 %
26 - 30 ans	2,87 %	15,35 %
31 - 35 ans	9,49 %	11,85 %
36 - 40 ans	3,59 %	11,63 %
41 - 45 ans	7,33 %	7,71 %
46 - 50 ans	7,18 %	7,11 %
51 - 55 ans	3,56 %	5,77 %
56 - 67 ans	0,00 %	0,00 %

La provision pour médailles du travail s'élève à 1 083 K€ au 31 décembre 2024.

La dotation de l'exercice s'élève à 289 K€ et la reprise s'élève à 135 K€.

Note 9 - Emprunts et dettes

en K€	Etat des échéances				2023
	2024	à 1 an au +	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans	
Emprunts	162 308	39 240	102 632	20 436	123 884
Intérêts courus sur emprunts	478	478			89
Concours bancaires	105	105			4 058
Intérêts courus sur concours bancaires	50	50			33
Dépôts et cautionnements reçus	8			8	8
Fonds de participation des salariés	—				0
Intérêts courus non échus	—				0
Dettes rattachées à des participations	129 735	129 735			91 509
Total	292 684	169 608	102 632	20 444	219 581

Eléments financiers

9.1 - Variation des emprunts et dettes rattachées

Montant en K€	Au 01/01/24	TUP	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/24
Emprunts	123 884		75 000	36 576	162 308
Intérêts courus sur emprunts	89		478	89	478
Concours bancaires courants	4 058			3 953	105
Intérêts courus sur concours bancaires	33		17		50
Dépôts et cautionnements reçus	8				8
Fonds de participation des salariés	0				0
Intérêts courus non échus	0				0
Dettes rattachées à des participations	91 509		446 762	408 536	129 735
Total	219 581	0	522 257	449 154	292 684

Les mouvements des dettes rattachées à des participations correspondent aux avances de trésorerie consenties par les filiales à SAMSE.

Ces avances ont été rémunérées au taux de 4 % pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2024.

9.2 - Emprunts et dettes rattachés par catégories

en K€	2024	2023
Emprunts et dettes auprès des organismes financiers	162 308	123 884
Intérêts courus sur emprunts	478	89
Concours bancaires courants (découverts et spots)	105	4 058
Dettes bancaires et assimilées	162 891	128 031
Dettes rattachées à des participations	129 735	91 509
Divers	58	41
Dettes financières diverses	129 793	91 550
Total	292 684	219 581

9.3 - Dettes fournisseurs et autres dettes

en K€	2024	Etat des échéances			2023	Impact sur le besoin en fonds de roulement
		à 1 an au +	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans		
Avances et acomptes reçus	829	829			1 209	-380
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	90 103	90 103			98 827	-8 724
Dettes fiscales et sociales	38 194	38 194			42 532	-4 338
Dettes sur immobilisations	1 013	1 013			2 835	-1 822
Autres dettes	139 303	139 303			117 442	21 861
Total	269 442	269 442	0	0	262 845	6 597

Eléments financiers

Note 10 - Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance, dont l'échéance est à court terme, sont des produits divers de l'exploitation courante et sont nuls au 31 décembre 2024.

Note 11 – Charges à payer et produits à recevoir

Montant en K€	2024		2024
Produits à recevoir		Charges à payer	
<u>Clients</u>		<u>Fournisseurs</u>	
Factures à établir Clients	1 032	Factures non parvenues	26 126
<u>Fournisseurs</u>		<u>Clients</u>	
Avoirs à recevoir	1 664	Avoirs Clients à établir	124 110
<u>Autres Créances</u>		<u>Autres Dettes</u>	
Autres créances	818	Dettes fiscales et sociales à payer	15 146
		Autres dettes	540
Total	3 514	Total	165 922

Note 12 - Chiffre d'affaires net

Ventilation par nature du chiffre d'affaires	Négoce de matériaux de construction en K€		
	2024	2023	% de variation
Ventes nettes de marchandises	608 489	692 361	-12,11
Camionnages sur ventes	4 725	5 402	-12,53
Prestations de services	1 829	1 885	-2,97
Assistances diverses	29 781	24 830	19,94
Commissions et courtages	153	420	-63,57
Intérêts des créances commerciales et frais fixes de facturation	782	792	-1,26
Total	645 759	725 690	-11,01

Eléments financiers

Note 13 - Charges et produits financiers

en K€	2024	2023
CHARGES	8 602	3 334
Dotations Immobilisations financières	703	0
Intérêts des emprunts	4 110	1 068
Intérêts des dettes rattachées à des participations (avances de trésorerie)	3 471	1 759
Intérêts bancaires	276	189
Escomptes accordés	14	24
Malis issus de transmissions universelles de patrimoine	0	21
Charges diverses	19	94
Pertes de change	9	179
PRODUITS	30 748	32 950
Revenus des participations	27 377	30 769
Revenus des créances rattachées à des participations	1 447	968
Revenus des placements et produits divers	1 914	1 190
Reprises dépréciations financières	0	0
Bonis issus de transmissions universelles de patrimoine	0	0
Gain de change	10	23
Produit net sur cessions	0	0

Eléments financiers

Note 14 - Charges et produits exceptionnels

en K€	2024	2023
CHARGES	14 262	7 824
Régularisations clients		
Rappel d'impôts et pénalités et amendes fiscales	118	1
Régularisations fournisseurs		158
Régularisations diverses	694	498
Charges liées à des contrôles	4 878	
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés :		
Immobilisations corporelles et incorporelles	636	879
Immobilisations financières	857	
Mali provenant du rachat par l'entreprise d'actions	382	555
Dotations aux amortissements dérogatoires	5 849	3 800
Dotations aux autres provisions	848	1 933
PRODUITS	12 109	7 001
Régularisations clients	877	129
Dégrèvement d'impôt		
Régularisations fournisseurs		108
Régularisations diverses	228	604
Produit de cessions d'éléments de l'actif :		
Immobilisations corporelles et incorporelles	1 029	1 474
Immobilisations financières	886	
Quote part de subvention ramenée au résultat	4	7
Boni provenant du rachat par l'entreprise d'actions	40	65
Reprises sur amortissements dérogatoires	4 880	4 067
Reprises de provisions et transferts de charges	4 165	547

Eléments financiers

Note 15 – Participation des salariés et impôt sur les bénéfices

15.1 - Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

en K€	Résultat avant impôt	Impôt dû (1)	Résultat net
Résultat courant	32 694	1 389	31 305
Résultat exceptionnel	-2 155	-557	-1 598
Participation des salariés	-743	-408	-335
Total	29 796	424	29 372

(1) Impôt calculé sur une base fiscale au taux de 25,83 % (taux d'impôt de droit commun majoré de la contribution sociale de 3,30 %) et tenant compte des réintégrations et déductions fiscales ainsi que des crédits d'impôts.

Intégration fiscale

En application de l'article 223 A et suivants du CGI, une intégration fiscale a été mise en place au 1^{er} janvier 2016.

Il est retenu le principe de neutralité par lequel, dans la mesure du possible, la Filiale doit constater dans ses comptes, pendant toute la durée d'intégration dans le groupe fiscal, une charge ou un produit d'Impôts sur les Sociétés (IS), de contributions additionnelles et, d'une manière générale, de tous les impôts, actuels ou à venir, compris dans le champ d'application du régime de

l'intégration fiscale, analogue à celui qu'elle aurait constaté si elle n'avait jamais été intégrée dans le présent groupe intégré.

La société SAMSE, en sa qualité de société tête de groupe, est redevable de l'impôt société pour l'ensemble du Groupe fiscalement intégré.

La société a appliqué un taux à 25 % pour le calcul de l'impôt sur les sociétés.

Au 31 décembre 2024, le groupe fiscal ne dispose d'aucun déficit reportable.

15.2 - Participation des salariés

Un accord de participation regroupant les sociétés SAMSE, MAURIS BOIS, CHRISTAUD, BLANC MATERIAUX, TARARE MATERIAUX et MAT APPRO a été mis en place pour la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026.

Le calcul de la Réserve Spéciale de Participation (RSP) correspond à la formule dérogatoire qui s'avère en 2024 plus favorable que la formule de droit commun.

La quote-part de participation revenant aux salariés de la société au titre de l'exercice est de 743 K€ (contre 2 322 K€ en 2023).

15.3 - Résultat hors évaluation fiscale dérogatoire

(en K€)	2024
Résultat de l'exercice	29 371
Impôt sur les bénéfices	424
Résultat avant impôt	29 795
Variation nette des provisions réglementées	969
Amortissements dérogatoires	
Résultat hors évaluation fiscale dérogatoire	30 764
(avant impôt)	

Eléments financiers

15.4 - Situation fiscale latente

en K€	Montant soumis à l'impôt	Impôt
I - ACCROISSEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT		
Amortissements dérogatoires	29 690	7 669 (1)
TOTAL	29 690	7 669
II - ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT		
Congés payés (ancien régime)	6 679	1 725 (1)
Participation des salariés	743	192 (1)
Indemnités Fin Carrière	1 011	261 (1)
Autres	2 160	558 (1)
TOTAL	10 593	2 736

(1) Impôt calculé au taux de 25.83 %.

Eléments financiers

Note 16 - Effectifs

	2024	2023
EFFECTIF MOYEN SALARIE	1 647	1 660
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE :		
Ouvriers et employés	859	908
Agents de maîtrise (assimilés cadres)	455	440
Cadres	333	312
	1 647	1 660

Note 17 - Engagements financiers et autres informations

(en K€)

En K€	Total	à 1 an au +	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans
Engagements donnés				
Obligations contractuelles				
Compromis d'achats de titres				
Compromis d'achat immobilier				
Promesses unilatérales				
Compromis de cession de fonds				
Engagement informatique				
Cautions solidaire	24 592	8 420	14 239	1 933
Cautions bancaires	1 272			1 272
Locations véhicules				
Emprunts				
TOTAL	25 864	8 420	14 239	3 205
Engagements reçus				
Compromis de vente immobilière				
Ligne de crédit reçue et non utilisée				
Opérations de couverture financière				

La dette à taux variable représente au 31 décembre 2024 un montant de 62 571 K€.

Aucun contrat de SWAPS destiné à protéger la dette moyen terme à taux variable n'a été souscrit sur l'exercice 2024.

Deux contrats de couverture de taux ont été souscrits courant 2024. Le capital restant du au 31/12/2024 est de 55 714 K€. Le taux plafond est de 2.50%.

Note 18 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

– La société FINANCIERE VMD a été absorbée par SAMSE par voie de Fusion-Absorption, avec effet au 1^{er} janvier 2025.

Note 19 - Rémunérations des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages en nature versés au cours de l'exercice aux membres des organes d'Administration et de Direction.

Cette information figure dans le Document d'enregistrement universel disponible sur le site internet : www.groupe-samse.fr

Note 20 - Informations complémentaires

Identité de la société consolidante :

DUMONT INVESTISSEMENT

S.A. au capital de 15 110 416,80 €

Siège social : 2, rue Raymond Pitet

38100 Grenoble

Holding financier détenant 77,3 % de SAMSE

N° Siren : 345 287 734

Eléments financiers

Note 21 - Inventaire des actifs financiers

A la clôture de l'exercice, le détail des titres de participation est le suivant :

	31/12/2024	NOMBRE DE TITRES DETENUS	VALEUR BRUTE (K€)	
A - TITRES DE PARTICIPATION				
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
SAS RENE DE VEYLE	20 016	20 016	13 610	13 610
SAS CHRISTAUD	241 000	241 000	6 748	6 748
SAS MATERIAUX SIMC	71 114	70 964	1 245	1 191
SAS LA BOITE A OUTILS	673 478	672 999	18 048	17 932
SAS MAURIS BOIS	711 770	711 770	12 830	12 830
SAS DORAS	32 795	32 791	56 950	56 935
SAS BTP DISTRIBUTION	7 871	5 974	10 119	3 947
SAS DIDIER	5 000	5 000	938	938
SAS BLANC MATERIAUX	186	186	389	389
SCI LE BOURG	249	249	40	40
SCI VALMAR	96	96	295	295
SCI DU VIEUX PORT	9	9	1	1
SCI CHASSIEU	99	99	3	3
SCI CHARPIEU	1	1	1	1
SCI DU ROUSSILLON	99	99	2	2
SCI LE MERCURE	15	15	5	5
SCI BRANLY	9	9	1	1
SAS MC DISTRIBUTION	0	1 167	0	18
SAS MAT APPRO (TUP au 2 juillet 2024)	0	9 750	0	98
SAS BOURG MATERIAUX	25 000	25 000	250	250
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	3 000	3 000	29 807	29 807
SCI LA REGLE	100	100	214	214
SCI LES ARTISANS	60	60	1	1
SAS M + MATERIAUX	78 571	78 571	44 891	44 891
SAS PLATTARD SAS	8 786	8 786	12 764	12 764
SAS TARARE MATERIAUX	25 000	25 000	250	250
SARL SUD APPRO	93 660	93 660	970	970
SAS ZANON TRANSPORTS	3 750	3 750	1 410	1 410
SAS EPPS	1 000	1 000	1	1
SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION	3 516 162	0	73 247	0
SAS COMINEX (cession le 17/12/2024)	0	0	0	0
GIE REH	50	50	12	12
	Total des valeurs brutes		285 040	205 551
	Dépréciations constatées		0	0
	Total de la valeur au bilan		285 040	205 551
B - VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
DIVERS				
	Nombre d'actions détenues		Valeur au bilan (K€)	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
ACTIONS PROPRES	71 087	30 121		
	Total des valeurs brutes		10 657	4 791
	Dépréciations constatées		-703	0
	Total de la valeur au bilan		9 954	4 791

Note 22 - Filiales et participations

Eléments financiers

SOCIETES En K€	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenu en %	Valeur comptable Is titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avais donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou Perte (-) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
A/ FILIALES (50 % au moins du capital détenu par la société)											
SAS DORAS 6, Rue Antoine Becqueret 21300 CHENOVE	8 002	61 193	100.00	56 950	56 950			205 845	3 523	1 989	année civile
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS La gare 38840 SAINT HILAIRE DU ROSIER	1 000	32 136	100.00	29 807	29 807	786		78 107	(1 673)	21	année civile
SAS M+ MATERIAUX 54 Cami La Gran Selva 66530 CLAIRA	23 571	64 277	100.00	44 891	44 891			265 369	5 674	47	année civile
SAS LA BOITE A OUTILS 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	10 778	127 378	99.98	18 048	18 048			338 735	17 863	2 606	année civile
SAS MAURIS BOIS 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	10 677	19 970	100.00	12 830	12 830			77 707	3 365		année civile
SAS RENE DE VEYLE 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	981	39 629	100.00	13 610	13 610			20	1 287	130	année civile
SAS CHRISTAUD 3, rue F. Pelloutier 38130 ECHIROLLES	241	38 975	100.00	6 748	6 748	12 430		108 363	13 575		année civile
SAS BTP DISTRIBUTION 3A Rue Branly 67500 HAGUENAU	796	20 415	98.86	10 119	10 119	2 226		70 457	1 369	170	année civile
SARL SUD APPRO ZI de Brueges - Avenue Monge 30100 ALES	937	889	100.00	970	970			12 165	71		année civile
SAS BLANC MATERIAUX Le Village 04370 COLMARS	48	3 561	77.50	389	389			9 398	405		année civile
SCI VALMAR 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	2	71	96.00	295	295			69	69		année civile
SCI LA REGLE 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	2	24	100.00	214	214	170		56	25		année civile
SCI LE BOURG 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	38	6	99.60	40	40	12		7	6		année civile
SCI CHASSIEU 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	2	79	99.00	3	3	126		72	66		année civile
SCI DU ROUSSILLON 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	2	151	99.00	2	2			89	89		année civile
SAS EPPS 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	1	107	100.00	1	1	2 143		404			année civile
SCI DU VIEUX PORT 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	0,15	76,85	90.00	1	1	110		66	60		année civile
SCI LES ARTISANS 3 A Rue Branly 67500 HAGUENAU	1	648	60.00	1	1	2 820		308	(48)		année civile
SCI BRANLY 2, Rue de Comtes d'Ochsenstein 67110 REICHSHOFFEN	0,15	3 038,85	60.00	1	1			662	345		année civile
SAS ZANON TRANSPORTS 13 Bis Avenue de la Falaise 38 360 SASSENAGE	300	3 880	75.00	1 411	1 411			19 625	982		année civile
FINANCIERE VM DISTRIBUTION Route de la Roche sur Yon 85260 L'HEBERGEMENT	5 360	9 825	100.00	73 247	73 247	0		1 665	-871		année civile

Eléments financiers

SOCIETES	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avais donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou Perte (-) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
B/ FILIALES ET PARTICIPATIONS (entre 10 % et 50 % du capital détenu par la société))											
SAS PLATTARD SAS 414 Avenue de la Plage 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE	5 400	28 908	33.99	12 764	12 764			41 053	4 755	3 611	année civile
SAS MATERIAUX SIMC Boulevard Saint Joseph 04100 MANOSQUE	2 621	43 613	44.78	1 245	1 245			160 908	1 493		année civile
SAS DIDIER BP 134 26303 BOURG DE PEAGE Cedex	360	2 938	25.00	938	938			11 258	-272		année civile
SAS BOURG MATERIAUX 414, Avenue de la Plage 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE	500	5 072	50.00	250	250	200		20 903	377		année civile
SAS TARARE MATERIAUX 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	500	9	50.00	250	250	30		4 384	-166		année civile

Note 23 - Résultats des cinq derniers exercices

(en €)

Date d'arrêté	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020 (*)
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	3 458 084	3 458 084	3 458 084	3 458 084	3 458 084
Nombre d'actions					
– ordinaires	3 458 084	3 458 084	3 458 084	3 458 084	3 458 084
– à dividende prioritaire	0	0	0	0	0
Nombre maximum d'actions à créer					
– par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
– par droit de souscription	0	0	0	0	0
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	645 758 636	725 689 822	749 335 316	705 689 061	597 915 826
Résultat avant impôt, participation, dot, amortissements et provisions	43 922 110	69 026 146	81 822 099	69 754 917	52 116 361
Impôts sur les bénéfices	424 370	5 427 763	8 554 846	11 162 165	7 129 273
Participation des salariés	743 411	2 321 519	3 174 383	3 500 636	1 714 557
Dot. nettes amortissements et provisions	13 383 220	13 265 709	16 130 899	11 176 259	17 881 732
Résultat net	29 371 109	48 011 155	53 961 971	43 915 857	25 390 800
Résultat distribué	27 664 672	34 580 840	55 329 344	55 329 344	25 390 800
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot amortissements, provisions	12,36	17,72	20,27	15,93	12,51
Résultat net par action	8,49	13,88	15,60	12,70	7,34
Dividende attribué (*)	8	10	16	16	8
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	1 647	1 660	1 662	1 607	1 556
Masse salariale	59 816 432	62 275 199	60 811 917	57 434 053	51 315 817
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	22 884 974	25 672 933	27 384 756	25 034 436	21 611 400

(*) Hors distribution exceptionnelle du 11 décembre 2020 d'un montant de 8 € par action